

Fiche d'identité de la spécialité: Droit des Affaires

DRT M01

(I 1202,K 1201, K 1401,P 1301, P 1601,P 1602)

Fiche d'identité de la spécialité: Droit des Affaires

Niveau: Master

Domaine: droits et Sciences Politiques

Filière: Droit

Spécialité: Droit des Affaires

1- Localisation de la formation:

Faculté /Institut: Droit et sciences politiques.

Département: Droit.

Arrêté : n° 835 du 27/07/2017

2- Partenaires extérieurs :

Autres établissements partenaires :

DGRSDT , Université BBA, Université Batna 1 , Université Khenchela, Centre universitaire Barika, Université M'sila, Université de Constantine 2, Université Biskra, Université Alger 1, Notaires, Avocats, Huissiers de justice, ...

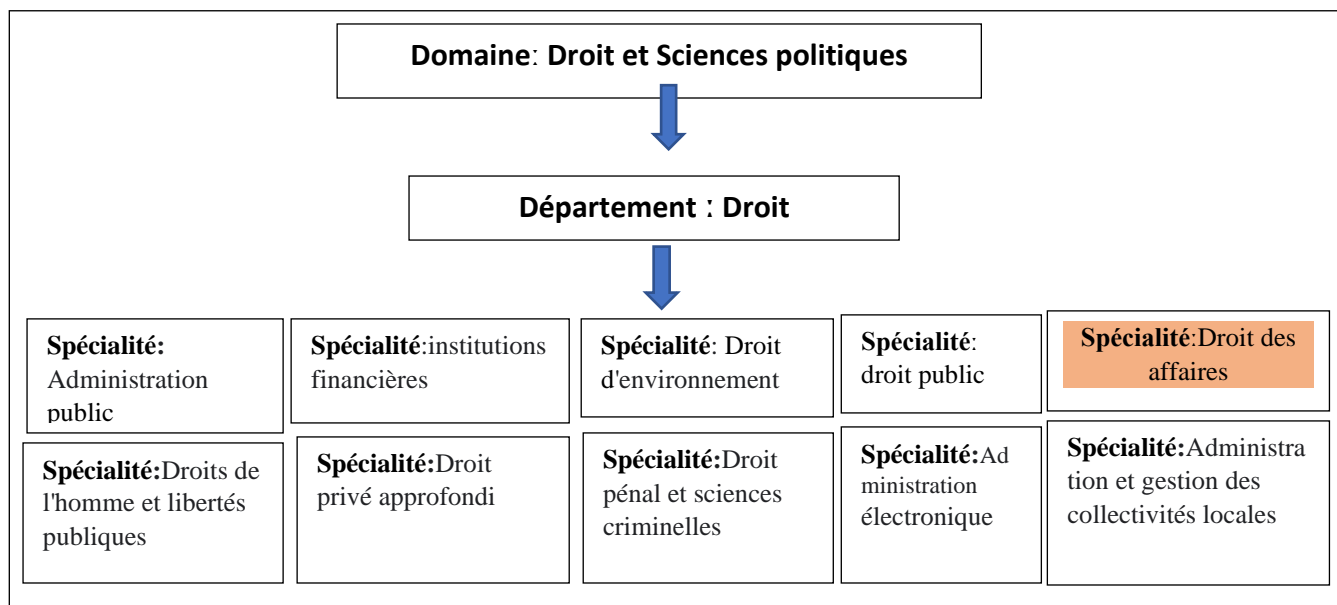
Entreprises et autres partenaires socio-économiques :

Société de Production d'Electricité (SPE) Sétif, Groupe Condor BBA, Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ), Banque Essalem, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Notaires, Conseil des Concurrents, ...

Partenaires internationaux :

Université Lille 3 France, Université Gazi Ankara Turquie, Université El Manar Tunisie, Université Gafsa Tunisie, Université de Pécs Hongrie, ENSA Toulouse France, ...

3- Organisation générale de la formation: position du projet



4- Contexte de la formation:

Dans la continuité, en particulier, d'une Licence en droit privé, le master en droit des affaires tend à la formation de juristes spécialisés en droit des affaires, voire spécialisés en droit des contrats, avec une forte ouverture sur : les sociétés et le droit commerciale, le droit bancaire, les contrats de commerce, le droit de l'entreprise publique économique, ... Son but est de cadrer les activités commerciales et industrielles.

5- Objectifs de la formation:

Les étudiants sont formés à devenir des juristes sachant résoudre un contentieux, engager une poursuite, plaider pour défendre un client, gérer une question de droit, accompagner des entreprises en difficulté, etc.

6- Profils et compétences visés:

Les étudiants auront à développer leurs capacités réflexives et leurs compétences en matières juridiques.

7- Potentialités locales régionales et nationales d'employabilité:

- Entreprises privées et publiques,
- Compagnies d'assurances, douanes, banques, secteur des prestations, secteur de la logistique, ...
- Cabinets d'avocats, notaires, conseil, ...